

Le 23 janvier 2026 à 16h30 à la Fédération des Entreprises Romandes (FER), Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genève.

Au nom du Conseil d'administration de la Société, Monsieur Daniel Hofer, Président, souhaite la bienvenue aux actionnaires. Il rappelle que l'Assemblée générale extraordinaire qui vient de débiter a été convoquée à la demande de l'un des actionnaires de la Société, l'*Aktiengesellschaft für die Neue Zürcher Zeitung*, c'est-à-dire la "NZZ", qui détient 25% des actions de la Société.

Le Président rappelle que, le 31 octobre 2025, la NZZ a informé le Conseil d'administration de la Société de son intention d'acquérir, auprès de deux autres actionnaires – JCDecaux SE ("**JCDecaux**") et Pargesa Asset Management S.A. ("**Pargesa**") – une participation supplémentaire représentant 20% du capital de la Société. La NZZ a toutefois précisé que ces acquisitions étaient soumises à certaines conditions, dont en particulier au fait que les actionnaires d'APG|SGA acceptent de dispenser la NZZ de l'obligation de faire une offre publique d'achat pour l'ensemble des actions en mains du public. Cela implique que l'Assemblée générale des actionnaires accepte de modifier les statuts de la Société afin de relever le seuil de participation à partir duquel une telle obligation d'offre prend naissance, le portant de 33 1/3% à 49% des droits de vote. La NZZ a donc demandé au Conseil d'administration de convoquer cette Assemblée générale extraordinaire, pour soumettre cette modification statutaire au vote des actionnaires.

Le Président explique que la transaction envisagée par la NZZ implique plusieurs autres actionnaires importants de la Société, également représentés au Conseil d'administration. Cela concerne Monsieur Felix Graf, CEO de la NZZ et administrateur de la Société, Monsieur David Bourg, qui représente JCDecaux au sein du Conseil d'administration, Monsieur Xavier Le Clef, qui y représente Pargesa, ainsi que le Président lui-même, en sa qualité d'ancien membre du Directoire de JCDecaux. Le Président indique que, compte tenu de cette situation, le Conseil d'administration a constitué un comité d'administrateurs indépendants chargé d'examiner la requête de la NZZ. Ce comité est composé de Dr. Maya Bundt, de Madame Jolanda Grob et de Monsieur Markus Scheidegger.

Le Président rappelle encore que le droit suisse impose des exigences particulières pour le vote que cette Assemblée doit réaliser. La clause statutaire qui doit être adoptée – qualifiée en pratique d'"opting up" – implique une modification des statuts de la Société. L'"opting up" doit, à ce titre, être approuvé par la majorité des actions représentées à l'Assemblée, conformément aux exigences du Code suisse des obligations et des statuts de la Société. Dans une décision du 11 décembre 2025, la Commission suisse des offres publiques d'acquisition ("**COPA**") a en outre indiqué que la clause d'"opting up" doit, pour déployer ses effets du point de vue du droit des offres publiques d'acquisition, être approuvée par la majorité des actionnaires minoritaires. Selon la décision de la COPA, cela signifie dans le cas présent que cette clause d'"opting up" doit être approuvée par la majorité des actionnaires représentés à cette Assemblée, à l'exclusion de la NZZ, de JCDecaux et des membres du groupe auquel appartient cette société, ainsi que de Pargesa et des membres du groupe auquel appartient cette dernière. Si cette majorité n'est pas atteinte lors du vote, la clause d'"opting up" sera inefficace et la condition posée à l'exécution de l'achat d'actions envisagé par la NZZ ne sera pas réalisée.

Le Président indique que, avant de passer à l'ordre du jour, il doit donner quelques indications formelles concernant le déroulement de l'Assemblée.

Le Président rappelle ainsi que l'Assemblée a été convoquée en conformité avec les prescriptions légales et statutaires. Les actionnaires ont été convoqués par courrier du 22 décembre 2025 et par annonce dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce du 22 décembre 2025.

Le Président indique la constitution du bureau de l'Assemblée, qui se compose de lui-même, ainsi que de Maître Jacques Iffland, qu'il nomme secrétaire, et qui établira le procès-verbal, ainsi que de Madame

Vanessa Constantino et de Monsieur Jérémy Arminjon, qu'il désigne en qualité de scrutatrice et scrutateur.

Le Président salue le représentant indépendant des actionnaires, Maître Costin van Berchem, ainsi que Maître Richard Rodriguez, notaire à Genève, qui tiendra le procès-verbal de l'Assemblée en la forme authentique comme la loi le requiert pour une modification des statuts.

Le Président indique que la langue officielle de l'Assemblée est le français, mais que les interventions en allemand sont les bienvenues. Monsieur Felix Graf pour la NZZ, et Dr. Maya Bundt pour le Comité des administrateurs indépendants, s'exprimeront en allemand. Le Président invite les participants à ne prendre la parole qu'une fois le micro reçu et d'annoncer leur prénom et nom avant d'intervenir. Il précise que les questions et déclarations d'actionnaires ne seront portées au procès-verbal de l'Assemblée que si leur auteur le demande expressément, et qu'il se réserve la possibilité de limiter le temps de parole si cela s'avère nécessaire.

Il indique que, pour faciliter la rédaction du procès-verbal, l'Assemblée sera enregistrée dans son intégralité.

Le Président informe l'Assemblée que, comme à l'accoutumée, le vote se déroulera par voie électronique. Il explique le fonctionnement du vote électronique et procède à un test, qui s'avère concluant. Il demande s'il y a des remarques ou des questions concernant la composition du bureau, l'organisation de l'Assemblée, ou le processus de vote. Tel n'étant pas le cas, il communique le nombre d'actions représentées, qui est le suivant:

- 2'403'351 actions nominatives sont représentées par Maître Costin van Berchem, représentant indépendant des actionnaires,
- 1'154 actions nominatives sont représentées par des actionnaires,

soit un total de 2'404'505 actions représentées, avec droit de vote.

La majorité pour les décisions statutaires (50% des voix représentées plus une) est ainsi de 1'202'253.

Le nombre d'actions représentées par des actionnaires minoritaires (tels que définis précédemment) est en outre de 744'568, la "majorité des minoritaires" au sens de la décision de la COPA du 11 décembre 2025 étant ainsi de 372'285.

Le Président passe ensuite à l'unique point de l'ordre du jour

1. Point inscrit à l'ordre du jour à la demande d'un actionnaire: Modification des statuts visant à l'introduction d'une clause d'opting-up

Le Président relève que NZZ propose à l'Assemblée générale extraordinaire l'introduction d'un nouvel art. 11a dans les statuts avec la teneur suivante:

Article 11a

*La Aktiengesellschaft für die Neue Zürcher Zeitung, ainsi que les sociétés contrôlées directement ou indirectement par elle (ensemble la **NZZ**), agissant seules ou conjointement, ne sont tenues de présenter une offre publique d'acquisition selon l'article 135 de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (**LIMF**) que si le seuil de 49% des droits de vote est franchi (opting-up au sens de l'article 135 al. 1, 2^e phrase LIMF), et cela pour autant que la NZZ ait franchi le seuil de 33¹/₃% des droits de vote selon l'article 135 al. 1, 1^{ère} phrase, LIMF du fait de l'exécution des achats d'actions annoncés publiquement en décembre 2025. L'opting-up n'est plus applicable si la NZZ, après avoir franchi le seuil de 33¹/₃% des droits de vote, repasse en dessous de ce seuil par l'aliénation d'actions de la société.*

Le Président donne la parole à Monsieur Felix Graf, CEO de la NZZ, pour davantage d'informations sur les motifs de cette proposition.

Monsieur Felix Graf s'exprime selon les termes de l'intervention annexée à ce procès-verbal (**Annexe 1**).

Le Président remercie Monsieur Felix Graf pour ses explications.

Le Président donne ensuite la parole à Dr. Maya Bundt, en sa qualité de présidence du Comité des administrateurs indépendants

Dr. Maya Bundt s'exprime selon les termes de l'intervention annexée à ce procès-verbal (**Annexe 2**).

Le Président remercie Dr. Maya Bundt pour ses explications.

Le Président ouvre les discussions sur la proposition de la NZZ.

Après avoir répondu à une question d'un actionnaire et la parole n'étant plus demandée, le Président rappelle que, pour être valablement adoptée, la clause d'"opting up" doit être approuvée à une double majorité: la majorité de l'ensemble des actions représentées à cette Assemblée et la majorité des actions détenues par les actionnaires minoritaires, soit, pour simplifier, tous les actionnaires à l'exclusion des groupes NZZ, JCDecaux et Pargesa. Le Président rappelle également que les deux majorités seront calculées à l'issue d'un vote unique et que les résultats seront ensuite affichés sur l'écran dans la salle.

Le Président rappelle que, conformément aux dispositions du Code des obligations, le représentant indépendant doit indiquer, lors de l'Assemblée générale, quelles informations il a fournies à la Société. Le Président prie donc Maître van Berchem de bien vouloir indiquer aux actionnaires les informations qu'il a fournies à la Société en vue de l'Assemblée générale.

Maître van Berchem indique que conformément aux exigences légales, il a indiqué à la société le nombre total d'instructions reçues pour, contre et de s'abstenir sur la proposition faite à l'Assemblée, deux jours ouvrables avant la date de l'Assemblée, ainsi que la veille de l'Assemblée.

Le Président remercie Maître van Berchem pour sa réponse.

Le Président passe au vote. Il constate que les actionnaires ont approuvé l'adoption d'un nouvel art. 11a dans les statuts, par 2'079'950 voix pour, 319'613 voix contre et 4'939 abstentions, et que la "majorité de la minorité" a approuvé l'adoption du nouvel art. 11a par 420'013 voix pour, 319'613 voix contre et 4'939 abstentions.

Le Président remercie les actionnaires.

Le Président indique que l'ordre du jour de l'Assemblée est épuisé, et que conformément à la pratique de la Société, le procès-verbal de cette Assemblée pourra être consulté au siège administratif de la Société Générale d'Affichage SA, une société affiliée d'APG SGA SA, Giesshübelstrasse 4, 8045 Zurich, dès le 9 février 2026, et par voie électronique sur le site internet de la Société.

Plus personne ne demandant la parole, le Président déclare la clôture de l'Assemblée générale à 17h34.

A blue ink signature, appearing to read 'Hofer', written above a horizontal line.

Daniel Hofer

Président

A blue ink signature, appearing to read 'Iffland', written above a horizontal line.

Jacques Iffland

Secrétaire

Annexe 1 (Intervention de Monsieur Felix Graf, CEO de la NZZ)

Mesdames et Messieurs, chers actionnaires

C'est pour moi un grand honneur et un immense plaisir de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui, ici même, dans le lieu où la APG|SGA a été fondée il y a plus de 125 ans. Je vous remercie également, chers actionnaires, d'avoir répondu à l'invitation de la APG|SGA vendredi soir afin de voter sur la proposition de la NZZ. Je me permets maintenant de passer à l'allemand, car mon français est un peu rouillé depuis mon école de recrues en Suisse romande.

Die Aktiengesellschaft für die Neue Zürcher Zeitung, kurz die NZZ, beantragt Ihnen heute, die unter dem einzigen Traktandum und dem zugehörigen Antrag vorgelegte Opting-up-Bestimmung (nachfolgend das Opting-up) als neuen Artikel 11a in die Statuten der Gesellschaft aufzunehmen. Wir haben dem Verwaltungsrat der Gesellschaft im Dezember des vergangenen Jahres ein entsprechendes Begehren um Einberufung einer Generalversammlung und Traktandierungsbegehren unterbreitet.

Mit dem Begehren hat die NZZ dem Verwaltungsrat der APG|SGA auch die nachfolgenden Erläuterungen unterbreitet, die der Verwaltungsrat den Aktionären bereits im Rahmen der GV-Einladung im Hinblick auf die Beschlussfassung über das Opting-up zur Verfügung gestellt hat. Wie vom Vorsitzenden bereits erwähnt sind unsere Erläuterungen in Übereinstimmung mit den regulatorischen Vorgaben der Übernahmekommission nochmals vollumfänglich mündlich an dieser Generalversammlung vorzutragen, was ich hiermit gerne tun werde.

Lassen Sie mich zuerst etwas zur Ausgangslage sagen, wie sie sich zum Zeitpunkt unseres Begehrens präsentierte:

Gemäss den veröffentlichten aktuellen Offenlegungsmeldungen oder anderweitig offengelegten Informationen verfügten die folgenden Aktionäre bzw. wirtschaftlich Berechtigten über 3 % oder mehr der Stimmrechte der APG|SGA:

- NZZ: 25 %;
- JCDecaux SE: 16.44 %
- Pargesa Asset Management SA: 13.86 %
- Pictet Asset Management SA: 5.002 %
- Markus und Andreas Scheidegger: 3.989 %
- UBS Fund Management (Switzerland) AG: 3.731 %

Am 11. Dezember 2025 hat die NZZ mit JCDecaux einerseits und mit Pargesa andererseits je einen Aktienkaufvertrag unterzeichnet, gemäss welchen die NZZ von JCDecaux 325 519 Aktien der Gesellschaft und von Pargesa 274 481 Aktien der Gesellschaft zum Preis von CHF 220 pro Aktie der Gesellschaft erwirbt. Der Vollzug der Transaktionen untersteht (zusammenfassend) unter anderem den Bedingungen, dass das Opting-up wirksam in die Statuten der Gesellschaft aufgenommen worden ist, die Schweizerische Übernahmekommission die Gültigkeit der Aufnahme des Opting-up in die Statuten

der Gesellschaft rechtskräftig festgestellt hat, und dass die zuständigen Fusionskontrollbehörden dem Vollzug der Transaktionen zugestimmt haben.

Unter der Annahme, dass sich die Beteiligungen anderer Aktionäre nicht verändern werden, wird sich das Aktionariat gemäss den erwähnten entsprechenden Grundlagen nach dem Vollzug der angekündigten Transaktionen wie folgt zusammensetzen:

- NZZ: 45 %
- JCDecaux SE: 5.59 %
- Pargesa Asset Management SA: 4.71 %

Die anderen, vorher erwähnten Aktionäre würden auf den gleichen Prozentzahlen bleiben.

Lassen Sie mich nun etwas zum Opting-up, seinen Auswirkungen und den Vorgaben für seine Aufnahme in die Statuten sagen:

Die Aufnahme des Opting-up in die Statuten der Gesellschaft ist wie soeben dargelegt ein zwingender Bestandteil der Transaktionen. Ohne die Aufnahme des Opting-up in die Statuten der Gesellschaft wird die NZZ die Transaktionen nicht vollziehen, da die NZZ aktuell nicht beabsichtigt, ein Pflichtangebot zu unterbreiten, und die Gesellschaft eine Publikumsgesellschaft bleiben soll.

Dies ist vor dem Hintergrund der schon in der Einladung erwähnten übernahmerechtlichen Bestimmungen zu sehen, die Folgendes vorsehen:

- Wer direkt, indirekt oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten Beteiligungspapiere erwirbt und damit zusammen mit den Papieren, die er bereits besitzt, den Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte einer Zielgesellschaft, ob ausübbar oder nicht, überschreitet, muss ein Angebot unterbreiten für alle kotierten Beteiligungspapiere der Gesellschaft. Ein solches Angebot wird als Pflichtangebot bezeichnet. Dabei sind die auf Pflichtangebote anwendbaren Bestimmungen zu beachten. Insbesondere gilt für ein Pflichtangebot ein Mindestpreis, der dem höheren der folgenden Beträge entspricht: (1) Dem höchsten Preis, den der Anbieter in den zwölf letzten Monaten für Beteiligungspapiere der Zielgesellschaft bezahlt hat, und (2) dem Börsenkurs; jeweils gemäss näherer Umschreibung in den Ausführungsverordnungen zum Finanzmarktinfrastrukturgesetz und Auslegung durch die Praxis der Übernahmekommission.
- Eine Zielgesellschaft kann jedoch jederzeit, d.h. auch nach der Kotierung ihrer Beteiligungspapiere, eine Bestimmung in ihre Statuten aufnehmen, wonach ein Übernehmer nicht zu einem öffentlichen Kaufangebot verpflichtet ist, sofern dies nicht eine Benachteiligung der Aktionärinnen und Aktionäre im Sinne des Schweizerischen Obligationenrechts ist. Eine solche Bestimmung wird als Opting-out-Bestimmung bezeichnet.
- Alternativ können Zielgesellschaften den Grenzwert für ein Pflichtangebot bis auf 49 % der Stimmrechte anheben. Eine solche Bestimmung wird als Opting-up-Bestimmung bezeichnet. Bei dem von der NZZ der Generalversammlung beantragten Opting-up handelt es sich um eine

solche Opting-up-Bestimmung. Im Unterschied zu einer Opting-out-Bestimmung wird ein Pflichtangebot mit einer Opting-up-Bestimmung nicht gänzlich wegbedungen, sondern von der Überschreitung eines höheren Grenzwerts abhängig gemacht. Demnach ist eine Opting-up-Bestimmung aus Sicht der Minderheitsaktionäre eine mildere Massnahme als eine Opting-out-Bestimmung. Die Vorgaben für die nachträgliche Einführung einer Opting-up-Bestimmung sind aber die gleichen wie diejenigen einer nachträglichen Einführung einer Opting-out-Bestimmung.

Da die NZZ durch den Vollzug der Transaktionen den Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte der Gesellschaft überschreiten würde, steht dieser Vollzug (zusammenfassend) deshalb unter anderem unter den Bedingungen, dass das Opting-up wirksam in die Statuten der Gesellschaft aufgenommen worden ist und die Übernahmekommission die Gültigkeit der Aufnahme des Opting-up in die Statuten der Gesellschaft rechtskräftig festgestellt hat. Die Übernahmekommission hat eine entsprechende Feststellungsverfügung erlassen, aus der die Voraussetzungen für die übernahmerechtlich gültige Aufnahme des Opting-up in die Statuten der Gesellschaft hervorgehen. Diese Verfügung ist inzwischen in Rechtskraft erwachsen.

Das der Generalversammlung vorgelegte Opting-up ist ein sog. formell selektives Opting-up. Mit diesem formell selektiven Opting-up wird die Pflicht zur Unterbreitung eines Angebots nicht generell, sondern ausschliesslich für die NZZ und die von ihr direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften aufgehoben, sofern sie den Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte durch den Vollzug der Aktienkäufe, die im Dezember 2025 öffentlich angekündigt wurden, überschreiten, und solange sie den Opting-up-Grenzwert von 49 % der Stimmrechte der Gesellschaft – auch durch weitere Käufe – nicht überschreiten. Überschreiten die NZZ und die von ihr direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften aber den Opting-up-Grenzwert von 49 % der Stimmrechte der Gesellschaft, wird ein Pflichtangebot ausgelöst. Für alle anderen Personen bleibt die Pflicht zur Unterbreitung eines Angebots unverändert bestehen, es gilt für diese also unverändert der Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte der Gesellschaft. Dies schliesst Personen mit ein, die in einem späteren Zeitpunkt allenfalls Aktien von der NZZ erwerben könnten. Der tiefere Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte der Gesellschaft würde sodann auch für die NZZ und die von ihr direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften wieder gelten, wenn sie diesen tieferen Grenzwert aktiv, d.h. durch die Veräusserung von Aktien der Gesellschaft, wieder unterschreiten würden.

Vor diesem Hintergrund stellt dieses formell selektive Opting-up gegenüber einem generellen Opting-up, welches die Angebotspflicht für sämtliche Personen und Transaktionen bis zum massgeblichen Opting-up-Grenzwert aufheben würde, und natürlich auch gegenüber einem Opting-out wie oben beschrieben, eine mildere Massnahme dar.

Wird das Opting-up wirksam in die Statuten der Gesellschaft aufgenommen, bedeutet dies, dass die NZZ und die von ihr direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften nicht verpflichtet sind, ein Pflichtangebot zu unterbreiten, wenn sie den Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte der Gesellschaft durch den Vollzug der genannten Aktienkäufe überschreiten, solange sie den Opting-up-Grenzwert von 49 % der Stimmrechte der Gesellschaft nicht überschreiten. Für die übrigen Aktionäre der Gesellschaft

bedeutet dies, dass sie in einem solchen Fall keine Möglichkeit haben, ihre Beteiligung an der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen des Finanzmarktinfrastrukturgesetzes und dessen Ausführungsverordnungen, u.a. zum geltenden Mindestpreis, zu veräussern. Folglich müsste die NZZ den übrigen Aktionären der Gesellschaft den Preis, den sie in Transaktionen bezahlt, mit denen sie den Opting-up-Grenzwert von 49 % der Stimmrechte der Gesellschaft nicht überschreitet, unabhängig von dessen Höhe nicht anbieten.

Gemäss den Statuten der Gesellschaft kann die Aufnahme des Opting-up in die Statuten der Gesellschaft mit der Zustimmung der Mehrheit der an der Generalversammlung vertretenen Aktienstimmen beschlossen werden. Damit das Opting-up nach schweizerischem Übernahmerecht wirksam eingeführt wird, ist nach der Praxis der Übernahmekommission zusätzlich zu diesem statutarischen Mehrheitserfordernis die Zustimmung der Mehrheit der an der Generalversammlung vertretenen Stimmen der sog. «Minderheitsaktionäre» erforderlich. Diese wird auch als «Mehrheit der Minderheit» bezeichnet.

Gemäss der Praxis der Übernahmekommission ist entscheidendes Kriterium dafür, ob ein Aktionär bei der Ermittlung der «Mehrheit der Minderheit» als «Minderheitsaktionär» zu qualifizieren ist, eine allenfalls vorliegende unterschiedliche Interessenlage in Bezug auf die Einführung der Opting-up-Bestimmung. In Anwendung dieses Kriteriums hat die Übernahmekommission in der entsprechenden Verfügung entschieden, dass für die Zwecke der Feststellung der Zustimmung der «Mehrheit der Minderheit» die NZZ, JCDecaux, die Mitglieder der JCDecaux-Gruppe, Pargesa und die Mitglieder der Pargesa-Gruppe – jeweils gemäss Umschreibung in der Verfügung der Übernahmekommission – nicht als «Minderheitsaktionäre» qualifizieren und ihre Stimmen deshalb von der diesbezüglichen Abstimmung bzw. der hierfür erforderlichen gesonderten Auszählung auszuschliessen sind.

Lassen Sie mich nun noch näher auf die Absichten der NZZ eingehen:

Die NZZ beabsichtigt aktuell nicht, ein öffentliches Angebot für sämtliche sich im Publikum befindlichen Aktien der Gesellschaft zu unterbreiten. Die Transaktionen werden daher nicht vollzogen, falls das Opting-up nicht wirksam in die Statuten der Gesellschaft aufgenommen wird.

Die NZZ erachtet das *formell selektive* Opting-up als massgeschneidertes Instrument zur Ermöglichung der Transaktionen. Mit dem Opting-up verzichten die Minderheitsaktionäre der Gesellschaft nicht gänzlich auf die Möglichkeit eines Pflichtangebots. Wie bereits ausgeführt ist das beantragte formell selektive Opting-up auf die NZZ und die von ihr direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften beschränkt; es greift nur, sofern diese den Grenzwert von 33 ⅓ % der Stimmrechte durch den Vollzug der genannten Aktienkäufe überschreiten und es kann unter den genannten Voraussetzungen auch wieder dahinfallen. Es wird bewusst kein generelles Opting-up oder gar ein Opting-out beantragt, welches stärker in die Rechte der Aktionäre der Gesellschaft eingreifen würde.

Für die NZZ stellt die geplante Übernahme von zusätzlichen Aktienpaketen von der JCDecaux und von der Pargesa einen konsequenten nächsten Schritt dar. Aus den folgenden Gründen ist die NZZ der

Meinung, dass die Transaktionen auch im Interesse der Gesellschaft sowie ihrer übrigen Aktionäre und Anspruchsgruppen sind:

- Die NZZ konnte durch den Erwerb der 25-prozentigen Beteiligung an der Gesellschaft im letzten Jahr ihre Position in den Werbemärkten um eine Investition in den Bereich Aussenwerbung erweitern. Die NZZ ist ein in der Schweiz tief verwurzeltes, unternehmerisch unabhängiges Medienunternehmen mit hoher Reputation und einer starken Marke in analogen wie in digitalen Nutzer- und Werbemärkten. Als Unternehmen aus demselben geographischen Raum und kulturellen Umfeld versteht die NZZ das Werbegeschäft der Gesellschaft sehr gut. Die NZZ teilt mit der Gesellschaft dieselben Grundwerte und «spricht die gleiche Sprache»; beide Unternehmen stehen für Qualität, Relevanz und höchste Glaubwürdigkeit. Mit der NZZ hat die Gesellschaft eine strategische Investorin, deren Kerngeschäft dem eigenen Geschäftsmodell nahesteht, die langfristig denkt und den nachhaltigen Unternehmenserfolg im Fokus hat.
- Seit Mitte 2024 konnte die NZZ als strategische Investorin der Gesellschaft Erfahrungen sammeln und die Entwicklung des Unternehmens beobachten. Die Annahmen, die dem ursprünglichen Beteiligungserwerb zugrunde lagen, haben sich dabei bestätigt. Deshalb ist die NZZ nun gewillt, ihre Beteiligung an der Gesellschaft auszubauen, was auch als Vertrauensbeweis gewertet werden kann. Der Ausbau der Beteiligung der NZZ durch die Übernahme weiterer Aktienpakete würde das Aktionariat voraussichtlich langfristig stabilisieren und eine verlässliche Basis für die strategische Weiterentwicklung der Gesellschaft schaffen. Gleichzeitig stärken die nationale Verankerung und die Markenstärke der NZZ die Positionierung der Gesellschaft als führender Schweizer Anbieter im Aussenwerbegeschäft.
- Die NZZ stellt sich hinter die von der Gesellschaft kommunizierte Dividendenpolitik für die Geschäftsjahre 2025 und 2026 und wird sich auch künftig für die Beibehaltung einer aktionärsfreundlichen Ausschüttungspolitik einsetzen. Der NZZ ist es ein Anliegen, dass Kontinuität und Berechenbarkeit gegenüber den Aktionären gewährleistet sind.

Die NZZ bekennt sich zudem ausdrücklich zu einer guten Corporate Governance:

- Angesichts ihrer schon erheblichen Beteiligung von aktuell 25 % und erst recht im Hinblick auf die erhöhte Beteiligung von 45 % für den Fall des Vollzugs der Transaktionen möchte die NZZ ab der kommenden ordentlichen Generalversammlung mit einem zweiten Vertreter im Verwaltungsrat der APG|SGA vertreten sein. Sie ist auch bereit, das Präsidium des Verwaltungsrats zu übernehmen. Die restlichen Mitglieder des Verwaltungsrats wären von der NZZ unabhängig.
- Darüber hinaus haben die Gesellschaft und die NZZ ein Relationship Agreement mit Wirkung ab dem Vollzug der Transaktionen für eine Dauer von mindestens fünf Jahren abgeschlossen, kündbar erstmals auf das Ende dieser Mindestlaufzeit. Das Relationship Agreement sieht insbesondere vor, dass eine Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungsrats der APG|SGA und seiner Ausschüsse von der NZZ unabhängig sein soll und die NZZ entsprechend nur für eine

Minderheit der Mitglieder des Verwaltungsrats der APG|SGA und seiner Ausschüsse eine Nomination vornehmen darf, wobei die Anzahl abgestuft ist nach der Höhe der Beteiligung der NZZ.

Die NZZ ist schliesslich der Ansicht, dass ein weiterer Paketverkauf an die NZZ im Vergleich zu möglichen alternativen Transaktionen der JCDecaux und der Pargesa eher geeignet ist, die Interessen aller Anspruchsgruppen der Gesellschaft zu schützen. Denn alternative Transaktionsformen wie bspw. ein stetiger Abverkauf über die Börse oder die Platzierung von möglicherweise mehreren Teilpaketen in relativ kurzer Abfolge – durch sog. Accelerated Bookbuildings oder in anderer Form – könnten sich negativ auf die Kursentwicklung der (wenig liquiden) Aktien der Gesellschaft auswirken. Ein möglicher Kursrückgang wäre weder im Interesse der Gesellschaft noch ihrer Aktionäre. Durch die Einführung des Opting-up kann aus Sicht der NZZ somit auch eine Basis für einen geordneten, möglichst kursschonenden Übergang geschaffen werden.

Chers actionnaires, pour ces raisons, je vous demande d'approuver notre proposition. Merci et merci beaucoup pour votre attention. Je redonne maintenant la parole à M. Hofer.

Annexe 2 (Intervention de Dr. Maya Bundt, Présidente du Comité des administrateurs indépendants)

Sehr geehrte Aktionärinnen und Aktionäre,

Auch von meiner Seite herzlich willkommen zur heutigen ausserordentlichen Generalversammlung der APG SGA.

Es freut mich, Ihnen heute die Erläuterungen und die Stellungnahme des Verwaltungsrates zum Begehren der NZZ bezüglich der Einführung einer Opting-up-Bestimmung in die Statuten präsentieren zu dürfen. Sie haben diese Erläuterungen bereits zusammen mit der Einladung zur heutigen Generalversammlung schriftlich zugestellt bekommen. Zudem wurden diese auf unserer Website und im Schweizerischen Handelsamtsblatt publiziert.

Der Verwaltungsrat beziehungsweise dessen unabhängige Mitglieder haben den Antrag der NZZ auf Einführung der beantragten Opting-up-Bestimmung eingehend geprüft. Nach der Beurteilung der unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder liegt die Einführung der beantragten Opting-up-Klausel und die damit ermöglichten Transaktionen im langfristigen Interesse der APG SGA und ihrer Aktionäre.

Die abschliessende Entscheidung über die Einführung dieser Opting-up-Bestimmung in die Statuten liegt bei Ihnen, sehr geehrte Aktionärinnen und Aktionäre. Der Verwaltungsrat beziehungsweise dessen unabhängige Mitglieder empfehlen Ihnen, dem entsprechenden Antrag der NZZ zuzustimmen und die beantragte Statutenänderung zu genehmigen.

1. [Hintergründe zu den beabsichtigten Transaktionen]

Zunächst möchte ich gerne einige Ausführungen zu den Hintergründen der geplanten Transaktionen machen.

Die NZZ hält derzeit 25% der Stimmrechte an der Gesellschaft. Weitere bedeutende Aktionäre sind JCDecaux mit 16.44% und Pargesa Asset Management mit 13.86% der Stimmrechte.

Mit Schreiben vom 31. Oktober 2025 informierte die NZZ die APG SGA über ihre Absicht, von JCDecaux und Pargesa unter separaten Kaufverträgen insgesamt weitere 20% Aktien zu erwerben. Gleichzeitig teilte die NZZ mit, dass sie nicht beabsichtigt, den Publikumsaktionären der APG SGA ein öffentliches Kaufangebot für ihre Aktien zu unterbreiten. Eine Bedingung für die Transaktionen ist deshalb insbesondere die Einführung einer Opting-up-Bestimmung in die Statuten. Mit den Transaktionen würde die NZZ ihre Beteiligung an der APG SGA von aktuell 25% auf 45% erhöhen.

Im Anschluss an das Schreiben der NZZ berief der Verwaltungsratspräsident unverzüglich eine Verwaltungsratssitzung ein, um über das weitere Vorgehen zu entscheiden. Dabei wurde beschlossen, dass sich die von den involvierten Parteien unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder, d. h. Jolanda Grob, Markus Scheidegger und ich, mit dieser Angelegenheit befassen werden. Ich übernahm dabei den Vorsitz dieses unabhängigen Ausschusses. Die übrigen Verwaltungsratsmitglieder traten aufgrund von Interessenkonflikten für die weitere Behandlung der Angelegenheit in den Ausstand.

Der Ausschuss der unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder traf sich am 7. November 2025 zur ersten Sitzung. In der Folge fanden mehrere Sitzungen statt und es wurden Gespräche mit Vertretern von NZZ, JCDecaux, Pargesa sowie mit dem CEO der APG SGA geführt.

Am 11. Dezember 2025 unterzeichnete die NZZ sowohl mit JCDecaux als auch mit Pargesa je einen Aktienkaufvertrag zum Erwerb von insgesamt 600'000 Aktien der APG SGA zu einem Preis von CHF 220 pro Aktie. Der Vollzug der beiden Transaktionen steht namentlich unter der bereits erwähnten Bedingung, dass das Opting-up wirksam in die Statuten aufgenommen wird. Als weitere Vollzugsbedingungen sind vorgesehen, dass die Schweizerische Übernahmekommission – kurz: UEK – die Gültigkeit der Aufnahme des Opting-up in die Statuten rechtskräftig feststellt und dass die Schweizerische Wettbewerbskommission sowie die Wettbewerbsbehörde in Serbien die Freigabe für die Transaktionen erteilt.

Am 11. Dezember 2025 erhielt die APG SGA von der NZZ einen Antrag auf Einberufung der heutigen Generalversammlung inklusive Traktandierungsbegehren. Darin beantragte die NZZ die Aufnahme der Opting-up-Bestimmung in die Statuten.

Die UEK hat in ihrer Verfügung vom 11. Dezember 2025 u. a. die übernahmerechtliche Gültigkeit der vorgeschlagenen Opting-up-Bestimmung unter bestimmten Voraussetzungen festgestellt.

2. [Absichten der NZZ und der übrigen durch die Einführung des Opting-up direkt oder indirekt begünstigten Personen]

Ich komme nun kurz zu den Absichten der NZZ und der weiteren an den Transaktionen beteiligten Aktionäre.

Die NZZ hat dem Verwaltungsrat ihre Absichten im Hinblick auf die beabsichtigten Transaktionen sowie die Einführung der Opting-up-Bestimmung schriftlich dargelegt. Diese wurden vorhin von Herrn Graf auch nochmals mündlich vorgetragen.

Die ebenfalls in die beiden Transaktionen involvierten JCDecaux und Pargesa haben dem Verwaltungsratsausschuss gegenüber klar zum Ausdruck gebracht, dass sie unabhängig voneinander die strategische Entscheidung getroffen haben, ihre Beteiligungen an der APG SGA zu veräussern beziehungsweise zu reduzieren, und an dieser Entscheidung festhalten. Verkaufsabsichten bestanden bei JCDecaux und Pargesa bereits seit einiger Zeit und wurden schon vor der Transaktion kommuniziert, die zum Einstieg der NZZ als Aktionärin der APG SGA im Sommer 2024 führte. Sowohl JCDecaux als auch Pargesa haben weiter unabhängig voneinander erklärt, dass sich ihre Verkaufsabsichten auch dann nicht ändern, falls die mit der NZZ abgeschlossenen Aktienkaufverträge nicht vollzogen werden sollten. In diesem Fall würden beide Unternehmen nach eigenen Angaben alternative Möglichkeiten zur Veräusserung ihrer APG SGA-Aktien prüfen.

3. [Stellungnahme des Verwaltungsrates]

Gestützt auf diese Grundlagen erlaube ich mir nun, Ihnen die Stellungnahme des Verwaltungsrates vorzustellen. Diese wurde durch den Verwaltungsrat – beziehungsweise den Ausschuss seiner unabhängigen Mitglieder – unter Enthaltung der von Interessenskonflikten betroffenen Mitglieder an der Sitzung vom 11. Dezember 2025 verabschiedet.

Zunächst zur Rolle der NZZ als Aktionärin:

Die NZZ ist seit Juni 2024 an der APG SGA beteiligt. Nach Einschätzung der unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder sowie auch des CEO der APG SGA hat dieser Einstieg positive Effekte für das Unternehmen gebracht. Die NZZ ist ein in der Schweiz verankertes, unabhängiges Unternehmen mit hoher Reputation und starker Markenpräsenz. Als Medienunternehmen versteht sie zudem das Werbegeschäft der APG SGA, weshalb ihr Engagement auch bei Geschäftspartnern begrüsst wurde. Der Ausbau der Beteiligung der NZZ fördert aus Sicht des Ausschusses langfristig die Stabilität des Aktionariats und unterstützt dadurch das Wertsteigerungspotenzial für die Gesellschaft und ihre Aktionäre.

Zu den Transaktionen und deren Bedingungen:

Der Verwaltungsrat respektiert die Absichten von JCDecaux und Pargesa, ihre Beteiligung an der APG SGA zu reduzieren. Die unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder sind der Ansicht, dass der Verkauf dieser Aktienpakete an die NZZ im Vergleich zu möglichen Alternativen eine markt- und kursschonende Lösung darstellt. Dies schützt die Interessen der APG SGA, ihrer Aktionäre und weiterer Anspruchsgruppen. Nach Einschätzung des Ausschusses besteht bei alternativen Verkaufsmöglichkeiten ein Risiko, dass sich diese negativ auf den Aktienkurs der APG SGA auswirken. Dies wäre weder im Interesse der Gesellschaft noch ihrer Aktionäre.

Die NZZ erwirbt die Aktienbeteiligungen von JCDecaux und Pargesa zu einem Kaufpreis von CHF 220 pro Aktie. Dieser Preis entspricht demjenigen, zu dem die NZZ bereits im Sommer 2024 Aktien von JCDecaux und Pargesa erworben hat. Der Preis liegt über dem Marktpreis vom 11. Dezember 2025 mit einem Schlusskurs von CHF 205. Bei einer Annahme des Opting-up wird damit nicht nur der NZZ die Erhöhung ihrer Beteiligung auf 45% ermöglicht, sondern auch ein Verkauf der beiden verkaufenden Aktionäre zu diesem Preis. Dass diese Verkaufsmöglichkeit anderen Aktionären nicht angeboten wird, ist eine Folge einer Annahme des Opting-up. Da der von der NZZ zu bezahlende Kaufpreis über dem Börsenkurs am 11. Dezember 2025 liegt, ergibt sich für die an den Transaktionen beteiligten Parteien in gewissem Umfang ein Vorteil gegenüber den übrigen Aktionären. Der verhandelte Kaufpreis entzieht sich allerdings dem Einflussbereich des Verwaltungsrates beziehungsweise seiner unabhängigen Mitglieder. Da die NZZ nicht zu einem Angebot an alle Aktionäre bereit ist, führt eine Ablehnung des Antrages aber auch nicht dazu, dass den Minderheitsaktionären eine Verkaufsmöglichkeit zu diesem Preis eingeräumt würde. Unter Berücksichtigung der weiteren, aus Sicht des Verwaltungsrates vorteilhaften Auswirkungen der Transaktionen und in Anbetracht der geringen Liquidität des Handels in den Aktien der APG SGA und dem Umstand, dass der vereinbarte Kaufpreis nahe an den gehandelten Börsenpreisen der letzten Monate liegt und der Marktpreis nicht unerheblichen kurzfristigen

Schwankungen unterliegt, hält der Verwaltungsrat – beziehungsweise dessen unabhängige Mitglieder – dies für vertretbar.

Zur Wahrung der Unabhängigkeit der APG SGA und der Corporate Governance:

Die NZZ hat klar die Absicht geäußert, die Unabhängigkeit der APG SGA von der NZZ zu wahren und ihre Führung im Rahmen der Grundsätze guter Corporate Governance zu unterstützen. Dies war für die unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder ein zentrales Anliegen im Rahmen der Beurteilung der beabsichtigten Transaktionen.

Vor diesem Hintergrund hat die APG SGA mit der NZZ am 11. Dezember 2025 ein sogenanntes Relationship Agreement abgeschlossen, das ab dem Vollzug der Transaktionen für mindestens fünf Jahre gilt. Dieses sieht insbesondere vor, dass der Verwaltungsrat stets mehrheitlich mit Personen besetzt sein soll, die von der NZZ unabhängig sind. Solange die NZZ mindestens 25% der Stimmrechte hält, hat sie das Recht, zwei Vertreter zur Wahl in den Verwaltungsrat zu nominieren. Einer der vorgeschlagenen Vertreter soll dabei als Verwaltungsratspräsident nominiert werden. Dieses Recht reduziert sich auf einen Vertreter, wenn sich die Beteiligung der NZZ auf unter 25% der Stimmrechte – aber mindestens 10% – reduzieren sollte. Im Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat kann im Interesse der Gesellschaft von dieser Regel abgewichen werden. In dem Fall, dass der Präsident des Verwaltungsrates ein Vertreter der NZZ ist, unterstützt die NZZ sodann die Ernennung eines unabhängigen Vize-Präsidenten. Diesem oder einem anderen unabhängigen Mitglied kann ausserdem die Funktion eines sogenannten Lead Independent Director zugewiesen werden. Die NZZ soll zudem in den Ausschüssen des Verwaltungsrates angemessen vertreten sein, aber in keinem Ausschuss soll eine Mehrheit von Vertretern der NZZ bestehen.

Mit diesem Relationship Agreement werden nach Ansicht des Verwaltungsrates die Interessen der Minderheitsaktionäre in angemessener Weise geschützt.

Zur Entscheidung der Übernahmekommission:

Die UEK hat die Gültigkeit der Opting-up-Klausel in ihrer Verfügung vom 11. Dezember 2025 unter den darin genannten Voraussetzungen bestätigt.

Im Ergebnis kommt der Ausschuss der unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder zum Schluss:

Nach Abwägung der Absichten und Interessen der involvierten Parteien sowie der Auswirkungen der Transaktionen und der Opting-up-Klausel sind die beabsichtigten Transaktionen und das beantragte Opting-up im langfristigen Interesse der APG SGA und ihrer Aktionäre sowie weiterer Stakeholder. Das Opting-up ist zwingender Bestandteil der von der NZZ vorgeschlagenen Transaktionen. Ohne eine entsprechende Bestimmung in den Statuten wäre ein öffentliches Pflichtangebot zu unterbreiten, was die NZZ klar ausgeschlossen hat. Mit der Einführung der Opting-up-Klausel verzichten die Minderheitsaktionäre der Gesellschaft zwar auf ihre «Exit»-Möglichkeit über ein Pflichtangebot im Rahmen der Transaktionen. Da die Statutenbestimmung allerdings spezifisch auf die NZZ zugeschnitten ist und nur Geltung erlangt, wenn die Transaktionen vollzogen werden, schränkt sie die

Rechte der Minderheitsaktionäre nicht mehr als erforderlich ein. Auch wenn das formell selektive Opting-up die NZZ begünstigt und JCDecaux sowie Pargesa ihren Verkauf ermöglicht und damit dazu führt, dass die in die Transaktionen involvierten Parteien einen Vorteil erlangen, der den anderen Aktionären nicht ermöglicht wird, erscheint die Einführung der entsprechenden Statutenklausel aus Sicht des Verwaltungsrates – beziehungsweise dessen unabhängigen Mitglieder – durch die dargelegten Interessen der Gesellschaft an den geplanten Transaktionen gerechtfertigt.

4. [Potenzielle Interessenkonflikte der Verwaltungsrats-mitglieder]

Ich komme zu den potenziellen Interessenkonflikten innerhalb des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat setzt sich derzeit wie folgt zusammen: Daniel Hofer ist Präsident, Felix Graf ist Vizepräsident, und David Bourg, Jolanda Grob, Xavier Le Clef, Markus Scheidegger und ich sind Mitglieder.

Daniel Hofer war bis zum 31. August 2025 Mitglied des Group Executive Boards von JCDecaux; David Bourg ist Group Chief Financial, IT and Administration Officer von JCDecaux. Felix Graf ist CEO der NZZ. Xavier Le Clef ist CEO der Compagnie Nationale à Portefeuille CNP, der Muttergesellschaft von Pargesa. Diese Verwaltungsratsmitglieder stehen in Bezug auf die Transaktionen in einem Interessenkonflikt und sind daher für die Beratungen und die Beschlussfassung in dieser Angelegenheit in den Ausstand getreten. Entsprechend wurde an der Verwaltungsratssitzung vom 7. November 2025 u. a. entschieden, dass sich die unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder, d. h. Jolanda Grob, Markus Scheidegger und ich, mit dieser Angelegenheit befassen, im Rahmen eines Ausschusses unabhängiger Mitglieder unter meinem Vorsitz.

5. [Auswirkungen der beantragten formell selektiven Opting-up-Klausel]

Ich erläutere Ihnen nun gerne noch kurz die rechtlichen Auswirkungen der beantragten Opting-up-Bestimmung.

Gemäss Artikel 135 Absatz 1 Satz 1 des Finanzmarktinfrastrukturgesetzes muss ein Aktionär – oder eine Gruppe von gemeinsam handelnden Aktionären –, die bestehende oder neue Aktien einer börsenkotierten Zielgesellschaft erwerben, und dabei unter Berücksichtigung der Aktien, die sie bereits besitzen, den Grenzwert von 33⅓% der Stimmrechte – ob ausübbar oder nicht – dieser Zielgesellschaft überschreiten, allen anderen Aktionären ein öffentliches Angebot zum Erwerb sämtlicher Aktien dieser Zielgesellschaft zu einem Preis unterbreiten, der nicht unter einem bestimmten, gesetzlich festgelegten Mindestpreis liegen darf.

Mit der Aufnahme der beantragten Opting-up-Bestimmung in die Statuten werden die NZZ sowie die von ihr direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften bei Überschreiten der Schwelle von 33⅓% der Stimmrechte von dieser Angebotspflicht befreit, sofern die im Dezember 2025 öffentlich angekündigten Aktienkäufe vollzogen werden. Ein öffentliches Kaufangebot von der NZZ wäre dann erst bei Überschreiten des Grenzwerts von 49% der Stimmrechte der APG SGA zu lancieren. Das Opting-up

fällt allerdings wieder dahin, sofern die NZZ nach der Überschreitung des Grenzwerts von 33⅓% der Stimmrechte diesen Grenzwert durch eine Veräusserung von Aktien wieder unterschreitet.

Im Fall der Genehmigung der Opting-up-Bestimmung verzichten die übrigen bestehenden und künftigen Aktionäre der APG SGA auf ihr Recht, ihre Aktien im Fall eines Beteiligungsaufbaus durch die NZZ bis zu einem Grenzwert von 49% zu mindestens dem gesetzlichen Mindestpreis – oder zu einem höheren, freiwillig gebotenen Preis – zu verkaufen. Mit dem von der NZZ beantragten Opting-up verzichten die Aktionäre allerdings nicht gänzlich auf ihr Recht, dass ihnen ein Pflichtangebot zu unterbreiten ist. Das Opting-up gilt nur, wenn die NZZ den Grenzwert von 33⅓% der Stimmrechte durch den Vollzug der Transaktionen mit JCDecaux und Pargesa überschreitet. Falls die NZZ künftig den Grenzwert von 49% der Stimmrechte überschreiten sollte, besteht die Angebotspflicht – ausser die Aktionäre würden zu diesem Zeitpunkt der Einführung einer Opting-out-Bestimmung in die Statuten zustimmen.

Wichtig ist zudem, dass es sich vorliegend um ein formell selektives Opting-up handelt. Es gilt ausschliesslich zugunsten der NZZ und ihrer Tochtergesellschaften. Für alle übrigen Personen, die allein oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten den Grenzwert von 33⅓% der Stimmrechte überschreiten, gilt weiterhin die Schwelle von 33⅓% für das Auslösen der Angebotspflicht. Dies würde auch zutreffen, falls Investoren oder andere Aktionäre Aktien von der NZZ erwerben und diesen Schwellenwert überschreiten würden.

Die beantragte Opting-up-Klausel tangiert die Interessen der Minderheitsaktionäre daher deutlich weniger, als dies bei einem generellen Opting-up – welches für sämtliche Personen und Transaktionen gelten würde – oder bei einem Opting-out – wonach ein Erwerber einer Kontrollmehrheit gänzlich von der Pflicht entbunden wäre, ein öffentliches Kaufangebot zu unterbreiten – der Fall wäre.

6. [Beschlussfassung]

Abschliessend möchte ich noch kurz auf die Modalitäten der Beschlussfassung für die Einführung der Opting-up-Klausel in die Statuten eingehen.

Gemäss Artikel 21 Absatz 1 der Statuten bedarf die Statutenänderung zur Einführung des Opting-up der Zustimmung der Mehrheit der an der Generalversammlung vertretenen Stimmen.

Zusätzlich ist hierfür nach der Praxis der UEK die Zustimmung der Mehrheit der vertretenen Stimmen der «Minderheitsaktionäre» erforderlich; die sogenannte «Mehrheit der Minderheit». Gestützt auf die Verfügung der UEK vom 11. Dezember 2025 gelten dabei sämtliche Aktionäre als «Minderheitsaktionäre», mit Ausnahme der an den Transaktionen beteiligten NZZ, JCDecaux und Pargesa sowie der Mitglieder der JCDecaux-Gruppe und der Pargesa-Gruppe gemäss näherer Umschreibung in der Verfügung der UEK vom 11. Dezember 2025. Der Verwaltungsrat hat die erforderlichen Vorkehren getroffen, damit in gesonderter Auszählung ermittelt werden kann, ob diese Mehrheiten erreicht sind.